

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le 11/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MONIER**

172 AV DE STLOUIS AU ROVE  
CS 60092  
13016 MARSEILLE 16

Références : 2023.OM.044  
Code AIOT : 0006600771

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement MONIER implanté Queyrol 30700 SERVIERS ET LABAUME. L'inspection a été annoncée le 2/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mai 2021 n° 2021-034 DREAL

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MONIER
- Carrière d'argile situé au lieu-dit "Queyrol" sur la commune de SERVIERS ET LABAUME
- Code AIOT : 0006600771
- Régime : Autorisation

MONIER France est une filiale du Groupe BMI (Braas - Monier - Icopal), leader mondial solutions de couverture et d'étanchéité pour le toit-terrasse et le toit en pente en Europe.

La société MONIER France a été autorisée à exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de Serviers-Labaume (30), au lieu-dit « Queyrol » par arrêté préfectoral du 26 avril 1999 portant sur une durée de 30 ans.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mai 2021 n° 2021-034 DREAL.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Limites ICPE	AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1	/	Sans objet
2	Eloignement du voisinage / zone dangereuse	AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1	/	Sans objet
3	Sécurisation structure connexe	AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1	/	Sans objet
4	Pollution / Mesures	AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1	/	Sans objet
5	Pollution / Mesures	AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1	/	Sans objet
6	Régularisation administrative	AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection porte sur la vérification de mise en oeuvre des dispositions fixées dans la mise en demeure du 10 mai 2021 n° 2021-034 DREAL. L'ensemble des constats non conformes a été régularisé par l'exploitant à l'exception du constat n°1 pour lequel l'exploitant propose une nouvelle solution appuyée par une étude documentée. Cette proposition technique doit être étudiée par l'inspection.

En l'état et au vu des éléments transmis et des vérifications réalisées, il est proposé à Madame la Préfète de lever la mise en demeure du 10 mai 2021 n° 2021-034 DREAL.

### 2-4) Fiches de constats



## N° 1 : Limites ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Limites ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant régularise sa situation conformément aux articles 1.1, 1.6, 1.7 et 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 99-134N du 26 avril 1999 susvisé en remblayant le plan d'eau et en respectant les limites du périmètre ICPE autorisé ;
<b>Constats :</b> * Par courrier du 23/11/2022, l'exploitant indique vouloir modifier les conditions de remise en état sans modification du plan de phasage d'exploitation. * Il est transmis en appui de cette demande, une étude habitat faune et flore menée par un bureau d'étude, un plan de remise en état, un plan de phasage, les garanties financières et le formulaire d'appréciation du caractère substantiel d'une modification apportée à une ICPE au sens du R.181-46 du Code de l'Environnement. * Il est constaté le maintien sur site du plan d'eau qui empiète sur la parcelle voisine OD 553 (appartenant à la Mairie) et la parcelle OB 0024 (appartenant à l'exploitant). * L'étude habitat faune flore démontre un intérêt au maintien du plan d'eau pour les Chiroptères, les oiseaux, les Chardonnerets ainsi que les reptiles. Il est également démontré que la maturation faune flore naturelle développée par l'écosystème sur site s'intègre au réseau humide de la zone d'origine. * Le plan de remise en état reste proche de celui de l'étude d'impact de mai 1997 et actualise la remise en état en prenant en compte l'agrandissement du plan d'eau pour une superficie totale de 0,47ha. * L'exploitant indique avoir informé la mairie de Serviers-et-Labaume propriétaire de la parcelle empiétée et procéder à une demande d'accord auprès de cette dernière. * Il n'est pas apporté le jour de l'inspection d'accord écrit de la mairie sur les modifications de la parcelle OD 0553 envisagées pour laisser en place le plan d'eau, ainsi qu'un avis à la modification de l'aménagement pour l'ensemble du site proposé par l'exploitant.  <b>Décision :</b> La demande de modification d'exploitation documentée et la demande d'accord (en cours) de la mairie de Serviers-et-Labaume en réponse au présent constat doivent pouvoir être étudiées par l'inspection afin de valider cette possibilité et de proposer un arrêté préfectoral complémentaire.  En l'état, et en considération des éléments transmis par l'exploitant, il est proposé la levée de la mise en demeure sur ce constat pour permettre d'engager l'étude de la nouvelle proposition.
<b>Type de suites proposées :</b> Non-conformité régularisé
<b>Proposition de suites :</b> Levée de l'AP de mise en demeure du 10 mai 2021 n°2021-034 DREAL

## N° 2 : Eloignement du voisinage / zone dangereuse

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Eloignement du voisinage / zone dangereuse (ST)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède à la sécurisation des accès, conformément à l'article 1.9.1.2 de l'arrêté n°99-134N du 26 avril 1999 susvisé ;
<b>Constats :</b> Il constaté au jour de l'inspection, la sécurisation complète des accès par un dispositif de clôture en partie sud, autour du plan d'eau et en partie nord-est proche des habitations.
<b>Type de suites proposées :</b> Non-conformité régularisée
<b>Proposition de suites :</b> Levée de l'AP de mise en demeure du 10 mai 2021 n°2021-034 DREAL

**N° 3 : Sécurisation structure connexe**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Sécurisation structure connexe (ST)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède à l'évaluation de la stabilité du hangar et engage les travaux de sécurisation et de réparation rendus nécessaires, conformément aux articles 1.1 et 1.4 et 2.1.2 de l'arrêté n°99-134N du 26 avril 1999 susvisé
<b>Constats :</b> Il est constaté au jour de l'inspection le dépôt complet du hangar, aucun élément de ce dernier n'est encore présent sur site. Seule la plate-forme en béton reste en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Non-conformité régularisée
<b>Proposition de suites :</b> Levée de l'AP de mise ne demeure du 10 mai 2021 n°2021-034 DREAL

**N° 4 : Pollution / Mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Pollution / Mesures (ST)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise une expertise de surveillance de la couche minéralisée uranifère conformément à l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral n° 99-134N du 26 avril 1999 susvisé ;
<b>Constats :</b> Il est transmis par courriel du 02/05/2022 les mesures effectuées de l'activité du radon 222 et 220 dans l'air et l'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Non-conformité régularisée
<b>Proposition de suites :</b> Levée de l'AP de mise ne demeure du 10 mai 2021 n°2021-034 DREAL

**N° 5 : Pollution / Mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Pollution / Mesures (ST)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise une campagne de mesures de l'activité en radon 222 dans l'air ambiant conformément à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral n° 99-134N du 26 avril 1999 susvisé ;
<b>Constats :</b> Il est transmis par courriel du 02/05/2022 les mesures de l'activité du radon 222 et 220 dans l'air et l'eau. Il est apporté une comparaison avec les campagnes effectuées de 2016-2017 et 2019-2018 et 2021, les mesures n'indiquent aucune augmentation des niveaux qui restent faibles de radon 222 et 220 dans l'air et l'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Non-conformité régularisée
<b>Proposition de suites :</b> Levée de l'AP de mise ne demeure du 10 mai 2021 n°2021-034 DREAL

N° 6 : Régularisation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Régularisation administrative (ST)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant conformément à l'article 10.4 de l'arrêté préfectoral n° 99-134N du 26 avril 1999 susvisé portant sur la cessation d'activité, régularise sa situation soit :</p> <p>1) En indiquant les raisons concernant la non-exploitation ou la non-déclaration sur les deux années de 2018 et 2019 dans la base GEREPE et effectue une révision du phasage du réaménagement et d'exploitation si cette dernière est inférieure aux révisions de l'arrêté. Les montants des garanties financières devront également être révisées en conséquence.</p> <p>2) En procédant à la cessation d'activité en le notifiant à la préfecture avec un dossier conformément à l'article 10.4 et aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Les plans à jour de l'installation accompagnés de photographies ;</li> <li>* le plan de remise en état définitif ;</li> <li>* les éléments justificatifs de la mise en sécurité du site ;</li> <li>* un mémoire sur la remise en état du site.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Par courrier du 30/07/2021, l'exploitant justifie l'absence de renseignement de GEREPE pour les années 2018 et 2019 par erreur administrative interne. En complément l'exploitant indique son intention de poursuivre l'exploitation et ne pas procéder à une cessation d'activité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Non-conformité régularisée
<b>Proposition de suites :</b> Levée de l'AP de mise en demeure du 10 mai 2021 n°2021-034 DREAL